

Tous nos vœux pour cette année où le discernement de chacun d'entre nous sera amplement sollicité, et pas seulement pour désigner nos représentants. En effet quel que soit le résultat des élections à venir, il nous appartiendra, à nous citoyens entrepreneurs, d'exercer notre compétence démocratique afin que le ou la nouvelle élue puisse co-inventer des voies nouvelles sur des questions sociétales aussi importantes que l'allongement de la vie, le logement des plus pauvres, la maîtrise de l'énergie, l'éducation tout au long de la vie...

Contre-démocratie ou démocratie sociétale ?

Une fois encore, j'ai envie de réagir à un écrit de Pierre Rosanvallon, cette fois avec la perspective stimulante de pouvoir engager le débat directement avec lui car je serai le 18 janvier à la même table ronde que lui (au cours du colloque qui conclut les travaux de la Fonda sur les associations et le renouveau du politique).

Dans son dernier livre, *La contre-démocratie*, l'auteur sort utilement des analyses courantes de la crise du politique pour examiner la face la moins étudiée de la démocratie : l'expression de la défiance. Il montre en quoi elle fait partie, dès l'origine, du système démocratique et ne peut donc être vue simplement comme un affaiblissement de la démocratie représentative. Il examine successivement les diverses formes que peut prendre cette contre-démocratie : surveillance, empêchement d'agir, judiciarisation du politique. Plus que le risque de populisme, la dérive qu'il craint est celle d'une démocratie impolitique, c'est-à-dire privée de perspective globale, enfermée dans une dénonciation tatillonne de toute forme d'action d'envergure.

Soucieux à juste titre de sortir l'analyse de la démocratie du seul prisme électoral-représentatif, il finit par s'enfermer dans une vision d'une démocratie à deux faces, l'une institutionnelle et l'autre contestataire. Si la défiance est effectivement un moteur puissant et légitime pour éviter qu'une démocratie ne se transforme insensiblement en oligarchie, il me semble dangereux de voir la contre-démocratie comme le cadre systématique permettant la description des multiples transformations de la démocratie contemporaine, comme le propose Pierre Rosanvallon. La cohérence ainsi trouvée est en effet ambiguë : elle met en avant les acteurs multiformes de la société civile mais pour les enfermer tout aussitôt dans l'impolitique.

Ce n'est que dans la conclusion que Rosanvallon en arrive à une triple approche de la démocratie, complétant les deux premiers piliers par un troisième, « le travail du politique » qu'il définit comme l'activité réflexive et délibérative au travers de laquelle s'élaborent les règles de constitution d'un monde commun ». On aurait aimé que ce troisième aspect soit développé car cela aurait permis de voir que la société civile n'est pas limitée aux seules pratiques de la contre-démocratie. Quelques paragraphes sont bien consacrés aux démarches de démocratie participative, mais pour n'y voir qu'une « démocratie diminuée », réduite au local.

Non, la société civile n'est pas vouée au local et à la protestation ! Bien sûr, ce qui la met en mouvement est souvent une réaction à une situation concrète jugée insupportable mais ce n'est que la mise en mouvement, le travail réflexif et délibératif peut ensuite s'enclencher et contribuer à la redéfinition de ce qu'est le monde commun. C'est bien la société civile qui nous oblige aujourd'hui à nous questionner personnellement et collectivement sur la durabilité de notre modèle de développement, c'est toujours la société civile qui a remis au centre du débat politique la question du logement des plus pauvres. Il est d'ailleurs intéressant de voir la place des individus dans ces mobilisations : ici un producteur ultra connu d'émissions sur la nature, là un comédien complètement inconnu initiateur d'un collectif improbable significativement intitulé « les enfants de don Quichotte ». Il y a bien là la preuve (ou au moins un signe tangible) de la force de ce que nous nommons la citoyenneté entrepreneuriale. Je sais déjà la critique qui est faite à ce type d'intervention. « Ce n'est pas de l'action, seules les associations qui ont un travail structuré et durable sont réellement légitimes pour intervenir dans l'espace public car elles développent une réelle expertise ». C'est oublier qu'en démocratie la parole est performatrice. Les Grecs l'avaient bien compris, qui mettaient l'*isegoria* (l'égalité du droit à la parole dans l'espace public) au centre de leur

pratique démocratique. Prendre la parole publiquement, c'est œuvrer au discernement commun. Il n'y a donc pas d'action plus importante en démocratie.

Logiquement, les écoles de la citoyenneté devraient se multiplier pour accompagner ce mouvement de prise de parole directe de la société civile, tout comme les sophistes (dont la réputation est très injustement ternie) s'étaient répandus dans l'Athènes du siècle d'or. Les Ateliers de la Citoyenneté ont donc en ce début 2007 toute leur légitimité pour accompagner l'émergence de ce que je préfère appeler la « démocratie sociétale » !